



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution ! #48 mars 2016

1€

Travailler plus, gagner moins et licencié plus facilement

CONTRE

LA RÉFORME

EL-KHOMRI

TOUS EN GRÈVE

jusqu'au retrait

DOSSIER

La réforme El-Khomri

**Un plan de lutte
pour la victoire**

FORMATION

**AUX ORIGINE DU
8 MARS**

Comprendre et lutter



**NPA
JEUNES**

★ Édito ★

Face à la loi El Khomri, la possibilité d'un mouvement de masse

Le projet de loi « travail » a suscité, dans les jours qui ont suivi sa publication, une levée en masse sur les réseaux sociaux, puis un premier appel à mobilisation pour le 9 mars. Partout, des initiatives s'organisent, des dizaines et des centaines de milliers de jeunes et salarié-e-s discutent, s'apprêtent à sortir dans la rue. La réaction est à la hauteur de l'attaque. Elle ouvre, surtout, pour la première fois depuis 2010, une possibilité : celle de voir émerger un mouvement de masse, qui soit à même de faire retirer ce projet de loi, et permette à tous les petits, les salarié-e-s, les chômeur-se-s, les étudiant-e-s, lycéen-ne-s, de reprendre l'initiative. C'est ce à quoi la jeunesse du NPA veut travailler dès maintenant.

Une attaque historique...qui découle de la guerre sociale menée par les capitalistes

Dans le dossier que nous consacrons à la loi « travail » et à la mobilisation à construire dans ce numéro, nous revenons en détail sur son contenu, et le programme de défense des intérêts des jeunes et du monde du travail que nous comptons lui opposer. Mais pour bien comprendre d'où vient une telle attaque, il faut la resituer dans son contexte. La crise systémique qui s'est ouverte en 2007 est venue percuter un capitalisme français qui se situait déjà sur une trajectoire déclinante, vis à vis des autres impérialismes, comme l'Allemagne à l'échelle du continent européen. C'est pour faire face à ces difficultés que les classes dominantes ont développé une politique extérieure toujours plus agressive, avec une guerre par an sous Hollande, pour s'ouvrir des marchés les armes à la main – ou parfois à coup de pression diplomatique, comme en Grèce avec le prétexte de la dette. C'est avec le même objectif qu'elles développent la guerre sociale ici, pour augmenter les profits en augmentant les horaires de travail, en faisant baisser les salaires réels, en supprimant toute protection contre les licenciements.

Des lois comme celle présentée par El Khomri sont passées dans les pays voisins dans les dernières années : Hartz 4 en Allemagne, réforme de l'article 18 en Italie, « tickets verts » au Portugal, flexibilisation contre remise de dette dans l'Etat espagnol...avec chaque fois pour conséquence une paupérisation massive, en plus de la généralisation de la précarité. La spécificité de la France, du point de vue capitaliste, est d'être en « retard » vis à vis de cette régression sociale. Pourquoi ? Parce qu'à plusieurs reprises la rue a dit non et a fait reculer les gouvernements. Ce fut le cas en 1995 contre le plan Juppé, en 2006 contre le CPE.

Il est désormais possible de faire reculer ce gouvernement

2010 : huit millions de personnes dans la rue, les raffineries bloquées, deux mois et demi de mouvement. Mais la réforme des retraites est passée, et c'est vers 2012 que les regards se sont tournés. Hollande en a profité pour faire le plein de voix. Quatre ans plus tard, des millions de personnes ont fait l'expérience de la perversité particulière du gouvernement socialiste, qui non seulement a poursuivi l'oeuvre patronale, mais a pu le faire, « gauche » oblige, avec l'assentiment des grandes directions syndicales. La réaction massive qu'a provoqué la loi El Khomri est en ce sens une première ! C'est par en bas, du monde réel des ateliers, des bureaux, des salles de cours, qu'est montée la colère et que s'est imposée la perspective du 9 mars, après une pétition qui pourrait atteindre le million de signatures. Le torrent est puissant, si fort que même les grands médias sont obligés de le reconnaître. D'ailleurs, ils ont rapidement identifié dans la jeunesse le principal péril pour le gouvernement. Notre conviction est qu'ils ont bien raison !

Contre toute canalisation institutionnelle de notre colère : militer avec les jeunes du NPA, c'est élaborer et défendre une politique pour gagner

Avant même que ne s'ouvre cette nouvelle séquence, les politicien-ne-s étaient agités par l'échéance de 2017. A gauche de Hollande et Valls, la guerre fait rage sur les contours d'une primaire. Dans ce contexte, la manœuvre est classique qui consiste, pour ces professionnel-le-s de l'élection et des institutions, à se présenter comme les soutiens d'un éventuel mouvement, et les guide d'une renégociation de la loi qui la rendrait soit disant plus acceptable. En tant que jeunes révolutionnaires, nous lutterons contre toutes ces tentatives de récupération, et pour construire une mobilisation qui soit la plus massive possible, mais aussi la plus radicale. Nous défendrons pour cela le droit pour le mouvement de s'auto-organiser, à partir des lieux d'étude et de travail, et la perspective d'une convergence entre tous les secteurs en lutte, dans un combat commun pour le retrait intégral de la loi et contre ce gouvernement.

Procès des Goodyear « On est tous condamnés à résister ! »

Mardi 12 janvier dernier, 8 ouvriers de l'usine de Goodyear Amiens étaient condamnés en justice à 24 mois de prison dont 9 fermes. Depuis, la mobilisation s'organise pour exiger leur relâche lors du procès en appel. La campagne qui s'est mise en place dépasse d'emblée le seul cas des Goodyear car la lutte qu'ont menée ces salariés, la répression dont ils sont victimes et l'issue de leur procès nous concerne tous.

Goodyear, des profits sur la sueur des travailleurs ...

Goodyear est une multinationale qui compte 67 000 salariés dans le monde et faisait, en 2014, pas moins de 2,5 milliards d'euros de bénéfice. Ces bénéfices record sont le résultat d'une politique offensive des actionnaires, à partir de 2004, pour fermer des usines et accélérer les cadences des ouvriers. En 2007, Goodyear s'attaque aux usines en France en annonçant la suppression de 400 postes sur les sites de Dunlop et de Goodyear Amiens et prévoit de modifier les horaires de travail en 4x8, ce qui est très épuisant.

Ouvriers et syndicats refusent les reculs sociaux

Ces annonces ont été suivies, dans l'usine de Goodyear, par une grève de 85 % des ouvriers, qui refusaient le chantage à l'emploi exercé par la direction. Elle ne tarde pas à réagir et annonce vouloir fermer l'usine en 2009. C'est le début d'une longue lutte qui mêle grèves, manifestations et recours en justice et durant laquelle les travailleurs tiennent tête à la multinationale pendant 5 ans. Les Goodyear participent même en 2012 à un début de convergence avec des salarié-e-s en lutte de Sanofi et des 3 suisses au travers du collectif « licenci'elles ».

La répression pour casser un symbole

En 2014, Goodyear arrive finalement à fermer l'usine et cherche à provoquer un dernier dérapage en envoyant 2 cadres annoncer la nouvelle devant une assemblée d'ouvriers en colère. Les deux cadres sont retenus pendant quelques heures, sans aucune violence à leur égard. Pourtant, un an après cet événement, huit ouvriers passent au tribunal pour « séquestration ». Cette décision de justice est politique, en effet, c'est

la première fois dans l'Histoire de la Vème République que le parquet, qui tient ses consignes du gouvernement, demande des peines de prison ferme à l'encontre des salariés en lutte. Ce procès intervient quelques jours avant l'annonce de la loi El Khomri qui prévoit justement de faciliter les licenciements.

Une campagne de soutien qui prend de l'ampleur

Cette répression acharnée du gouvernement pourrait bien se retourner contre lui. En effet la campagne de soutien a pris une ampleur inattendue, comme avec la mise en place de centaines de comités de soutien partout en France. Cette campagne peut être l'occasion de mettre en lumière et de fédérer tous les cas de répression syndicale qui se multiplient. Les Goodyear ont aussi d'emblée donné à leur combat l'objectif de rassembler toutes les colères et c'est sans doute ce qui donne un tel écho à leur campagne. Au vu de la bataille qui s'engage contre la réforme El Khomri, l'exemple des Goodyear doit être popularisé et servir de point d'appui pour poser la question d'un « tous ensemble ».

Mathias Dehlil



C'est reparti pour trois mois d'interdiction de manifestation et de discours racistes

Etat d'urgence...Etat policier !

L'état d'urgence devait donc prendre fin... pour être immédiatement reconduit durant 3 mois. En trois mois, ce sont déjà près de 3400 perquisitions qui ont été réalisées... pour seulement aboutir à 5 procédures ayant un lien avec la lutte anti-terroriste ! L'état d'urgence, c'est aussi près de 400 assignations à résidence, dont aucune n'a débouché sur quelque chose. Un résultat logique quand on connaît la logique policière : « Même quand on ne trouve rien, c'est un bon résultat », considère ainsi un préfet...

L'état d'urgence a surtout été une gigantesque opération de fichages des musulmans ou assimilés comme tels. Comme le note la LDH, le « dénominateur

commun » de ceux qui ont été concernés par une procédure, c'est « la pratique de la religion musulmane ». La déchéance de nationalité, qui comme le dit Valls lui-même n'a d'autre objectif que « symbolique » est de la même veine: il s'agit de stigmatiser sur des bases racistes une partie des travailleurs et des jeunes. Ces mesures ont également visé le mouvement social, à l'instar des militants écologistes assignés à résidence et des interdictions de manifestation. Pour le gouvernement, l'objectif de l'état d'urgence est clair : instaurer une chape de plomb pour empêcher toute contestation.

Défendons notre droit à la révolte!

Face à la contestation de l'état d'urgence, Cazeneuve a annoncé

que moins de 100 assignations à résidence seraient maintenues. Mais cela ne doit pas nous faire baisser la garde, l'état d'urgence reste prolongé, prolongation qui s'ajoute à sa constitutionnalisation et à la réforme pénale. Avec à la clef toujours plus de moyens pour nous réprimer, dans un contexte où le climat pourrait se réchauffer avec la contestation de la loi El Khomri. Contre l'état d'urgence, il va falloir défendre notre droit à la contestation. Et à ce titre, la prochaine date de mobilisation, le 12 mars, doit être une perspective pour faire converger l'ensemble de nos colères contre ce gouvernement liberticide, raciste et antisocial !

PMC (Toulouse)

Le projet de loi El-Khomri : c'est la précarité à vie !

L'objectif de ce projet de loi dite « travail », ou chômage, ça dépend du point de vue, est clair : faire de nous de la chaire à patrons, en nous imposant la précarité à vie ! Travailler plus pour gagner moins et se faire virer plus facilement : la droite et le MEDEF en rêvaient, et c'est aujourd'hui la « gauche » qui le met en place. Décryptage.

La clé de voute du projet : la liberté totale du patronat de choisir le périmètre de négociation collective qui lui sera le plus favorable !

Pour le MEDEF et le gouvernement, le code du travail ne serait pas assez simple... et trop protecteur pour les salariéEs. Pourtant, depuis longtemps les acquis sociaux arrachés de hautes luttes par les travailleurSEs sont remis en cause : loi d'égalité des chances en 2006, réformes des retraites... ANI et loi Macron. Ce que veut nous imposer le gouvernement aujourd'hui, c'est une liquidation des dernières protections que nous pouvons encore faire valoir face au patronat. Elle s'articule autour d'une mesure forte : **la casse de la hiérarchie des normes.**

Aujourd'hui, la loi prime sur l'accord de branche qui prime sur l'accord d'entreprise. Pour s'appliquer, ces accords doivent être paraphés par des organisations représentant au moins 30% du personnel si les autres organisations pesant au moins 50% ne s'y opposent pas. C'est le principe le plus favorable qui prévaut pour l'essentiel, notamment sur la rémunération (pour le temps de travail, depuis la loi Fillon de 2008 ce n'est plus le cas).

La loi El-Khomri inverse cette hiérarchie : l'accord d'entreprise l'emporte sur l'accord de branche dans presque tous les cas de figure, même s'il est moins favorable. Les organisations syndicales qui ont obtenu plus de 50% des suffrages ne peuvent plus exercer de droit de veto : si des organisations représentant 30% le paraphe, le patron peut organiser un référendum pour contourner les organisations majoritaires.

Les jeunes : premières victimes du chômage et de la précarité !

Notre génération est celle de la crise. 25% des moins de 25 ans subissent le chômage quand la moyenne pour l'ensemble des actifs est de 10%. Ces chiffres atteignent même 50-60% dans certains quartiers populaires. Nous sommes largement plus touchés par la précarité : un jeune actif de moins de 29 ans sur trois est en contrat précaire (CDD, apprentissage, intérim) contre 8% des 30-49 ans (INSEE, 2012). Notre dégotons notre premier CDI à 27 ans en moyenne !

Alors que nous sommes précaires pendant nos études (unE étudiantE sur deux est obligéE de se salarier pour financer ses études) et pendant notre insertion sur le marché du travail, ce gouvernement nous promet la précarité à vie !

Enfin, toutes les négociations prévues au niveau de l'entreprise peuvent se mener au niveau d'un groupe, et ces accords pourront se substituer aux accords d'entreprise ou de branche. Or, avec la financiarisation de l'économie, le périmètre d'un groupe évolue très vite au gré du bon vouloir des actionnaires

Avec l'ensemble de ces possibilités, il faudrait vraiment de la mauvaise volonté du côté du patronat pour ne pas réussir à imposer ce qu'il veut aux salariéEs ! D'autant que désormais, ce qui relève de la loi n'aura plus de grande portée pratique, et que les droits réels seront largement décidés dans le « champ de la négociation collective », ou en l'absence d'accord, par décret.

Travailler plus...

Le temps de travail maximal. Il sera possible par accord d'augmenter de 10 à 12h de travail maximales par jour. La durée hebdo maximale reste 48h, le gouvernement ayant reculé par rapport au premier projet de loi, où il permettait par simple accord d'élever cette durée à 60h. En revanche, les employeurs pourront porter la durée maximale hebdo moyenne de 44h sur 16 semaines plutôt que 12, et par accord, cette limite moyenne pourra se porter à 46h.

Le temps de travail des apprentis. La loi prévoit d'augmenter la durée quotidienne maximale de 8 à 10h pour les apprentis de 14 à 18 ans. Il s'agit d'une des mesures les plus emblématiques : le droit du travail a justement commencé au milieu du XIXe s. par l'encadrement du travail des enfants. Pas étonnant donc que ce gouvernement qui cherche à liquider 150 ans d'acquis sociaux revienne dessus !

La loi facilite largement le passage au forfait jour, en particulier dans les PME de moins de 50 salariéEs, où il n'y a pas besoin d'accord collectif. Si le consentement du salariéE est requis, on comprend bien qu'avec 5 millions de chômeurs, les futurEs salariéEs n'auront pas le choix de refuser ce type de contrat, où il/elle ne justifie son salaire que par les résultats obtenus, quel que soit le temps travaillé. Les forfaits jours concernent déjà 50 % des cadres et 13,5 % des salariéEs et les conduits à travailler 46h30 en moyenne au mépris de leur santé et de leur vie personnelle.

... pour gagner moins...

Heures supplémentaires moins payées. Les 35h reste la durée « normale », mais la loi ne précise plus qu'elle est calculée sur la semaine civile. Les patrons pourront choisir la semaine de leur choix (7 jours consécutifs), rendant les contrôles impossibles. Les patrons, par accord collectif, pourront choisir le taux de majoration des heures

supp. pouvant l'abaisser jusqu'à 10%, au lieu de 25% pour les 8 premières heures et 50% au-delà. Sans doute un coup de pouce pour créer des embauches...

Aménagement du temps de travail.

La loi prévoit désormais que les patrons pourront, par accord collectif, décompter les heures supp. sur une durée pouvant aller jusqu'à 3 ans, et sans accord, sur une durée de 16 semaines. UnE salariéE qui refuse de se soumettre à ce nouveau mode de calcul pourrait être licenciéE pour faute. On comprend mieux pourquoi la durée légale de 35h est maintenue. Il faudrait être un très mauvais patron pour devoir rémunérer la moindre heure supp. dans ces conditions.

...dans de plus mauvaises conditions...

La réforme, c'est aussi plus de précarité, et en premier lieu pour les jeunes et les femmes, qui occupent en majorité les postes précaires. Le délai de 7 jours obligatoire pour un patron pour avertir des changements de répartition de la durée de travail entre les jours de la semaine ou les semaines du mois pour les salariéEs à temps partiel disparaît de la loi, ainsi que le délai de 15 jours pour la programmation des périodes d'astreinte, remplacé par des « délais raisonnables ». Autre exemple : pour le travail de nuit, l'employeur pourra définir une période de 9h comprenant l'intervalle minuit-5h (plutôt que 21h-6h actuellement). Les salariéEs qui commencent à 5h ne verront plus leur heure faite entre 5 et 6h être considérée comme travail de nuit.

...pour se faire virer plus facilement !

Enfin, le gouvernement voudrait nous faire croire que faciliter les licenciements permettrait de créer de l'emploi... A partir de ce postulat absurde, il introduit dans cette loi un « droit au licenciement abusif ».

Plafonnement des indemnités prud'homales. Encas de licenciement abusif, les condamnations des patrons par le juge prud'homale seront plafonnées à des montants tellement bas que cela revient à légaliser le licenciement abusif. Pour une ancienneté inférieure à 2 ans, un plafond de 3 mois de salaires ; de 2 à 5 ans, six mois ; de 5 à 10 ans, 9 mois ; de 10 à 20, 12 mois ; et supérieure à 20 ans, 15 mois. Pour les salariéEs victime d'un licenciement économique annulé par la justice, l'indemnité s'élève dorénavant à 6 mois de salaires plutôt que 12.

Licencier abusivement pour motif économique, c'est maintenant !

L'article 30 bis redéfinit le licenciement économique. Il peut être justifié suite à des

difficultés économiques résultant d'une baisse des commandes ou du chiffre d'affaire pendant un minimum de 6 mois, fixé par accord collectif. Les experts-comptables qui pratiquent allégrement le travestissement de comptes sur plusieurs années doivent avoir le sourire ! Ensuite, il peut être justifié suite à des « mutations technologiques » ou suite « à une réorganisation de l'entreprise nécessaire à la sauvegarde de sa compétitivité ». Autant dire à peu près à tout moment : il sera difficile de contester la volonté d'une entreprise de vouloir sauvegarder sa compétitivité, puisqu'il s'agit d'une opinion sur des faits non advenus...

Les accords de « préservation » ou de « développement » de l'emploi. Ils s'ajoutent aux « accords de maintien de l'emploi » déjà mis en place par Hollande.

Ces accords ont pour but la « préservation » ou le « développement » de l'emploi même dans des entreprises qui prospèrent. Ces seuls motifs permettront d'imposer aux salariéEs la baisse des garanties prévues par leur contrat de travail. Dans son vrai/faux, le gouvernement a déclaré que ces accords ne pourront « en aucun cas porter atteinte au pouvoir d'achat »... La rémunération mensuelle ne pourra pas baisser, mais le temps travail pourra augmenter, donc le salaire horaire baisser !

Ce gouvernement a décidément beaucoup d'humour. Si unE salariéE refuse de voir son contrat de travail modifié suite à cet accord, il sera licencié selon les règles du licenciement pour motif personnel, et non pas économique, lui fermant ensuite un certain nombre de droits.



Face aux appétits capitalistes, imposons des mesures radicales pour faire face à l'urgence sociale !

Ce projet de loi rétrograde vise encore davantage à remplir les poches des patrons et actionnaires sur le dos de notre travail et de notre avenir. Pour faire face à l'urgence sociale et mettre un coup d'arrêt à ce gouvernement pro-patronal, nous devons nous mobiliser pour imposer :

- l'interdiction des licenciements, et l'ouverture des livres de comptes, pour que les travailleurSEs cessent de se faire balader par les manipulations des patrons ! Nous sommes capables de décider, et nos vies doivent passer avant leurs profits !

- le partage du temps de travail entre toutes et tous, à commencer par imposer les 32h hebdomadaires, seules mesures capables d'endiguer le chômage de masse. L'augmentation des salaires de 300 euros nets par mois pour toutes et tous, un SMIC à 1700 euros nets, et un présalaire d'autonomie à hauteur de ce SMIC pour tous les jeunes, pour nous permettre d'étudier et de nous former dans les meilleures conditions.

- l'interdiction des contrats précaires et des multiples contrats spéciaux pour les jeunes : un CDI pour toutes et tous, seule mesure capable de mettre un coup d'arrêt à la précarité, notamment des jeunes !

C'est ce type de mesure qu'imposerait un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des jeunes et des travailleurSEs que ne l'est l'actuel à ceux du MEDEF. Pour imposer ces mesures radicales qui sont les seules capables d'endiguer la précarité et le chômage et de nous offrir d'un avenir, rien ne sert d'attendre les élections présidentielles de 2017, car c'est uniquement par la rue, le rapport de force et par la grève que nous pourrions imposer aux capitalistes de payer leur crise !

C'EST TOUS ENSEMBLE, JEUNES ET SALARIÉS QU'IL FAUT SE MOBILISER !



Le projet de loi « travail » s'annonce d'ores et déjà comme une attaque sans précédent envers les droits de salariés. Il s'agit d'une casse en bonne et due forme de l'ensemble de nos acquis : fin des 35 heures, baisse de la rémunération des heures supplémentaires, facilitation des licenciements, possibilité de geler les salaires pendant 5 ans dans le cas où une entreprise se déclarerait en difficulté économique... La liste des attaques est longue et les raisons de se mobiliser en sont d'autant plus nombreuses.

Le Medef en rêvait, le PS le fait...

Le gouvernement n'a pas lésiné sur les cadeaux faits au Medef depuis son élection, et plus encore cette année en ne faisant rien d'autre que de synthétiser, dans le projet de loi EL-Khomri, l'ensemble des revendications portées par le syndicat patronal depuis des années.

Le gouvernement revoit donc le code du travail en le faisant tout bonnement disparaître, balayant d'un revers de main tout ce que les travailleurs avaient obtenu en un

siècle de luttes... Le tout en osant prétendre que l'objectif est d'« inverser la courbe du chômage ». Comme si travailler plus et être licencié plus facilement permettait réellement de réduire le nombre de chômeur... N'hésitant plus dans l'offensive antisociale, en parallèle, Hollande, Valls et leur gouvernement concoctent une réforme de l'Unédic visant, entre autres, à diminuer encore un peu plus les allocations pour les chômeurs, à limiter l'accès aux indemnités pour les plus de 61 ans et les salariés en activité réduite correspondant à la catégorie C et qui représentaient en janvier dernier pas moins de 1 200 000 demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi.

...Mais la pilule ne passe pas. Imposons le retrait du projet de loi !

Cette attaque frontale du gouvernement contre le monde du travail vient cristalliser une colère qui, jusque-là, ne s'exprimait pas ouvertement. En effet, le gouvernement n'avait pas hésité, depuis son élection, à prendre des

mesures particulièrement anti-sociales. Dans la dernière période il s'est même permis d'accélérer le rythme. A chaque fois qu'on pouvait penser que le pire avait été atteint, il a trouvé le moyen de faire pire le mois suivant, prolongeant l'état d'urgence, le constitutionnalisant en même temps que la déchéance de nationalité, et maintenant, c'est avec la loi EL-Khomri qu'il vient dynamiser le code du travail. Sauf que cette fois, cela risque d'être la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les plus de 800 000 signatures de la pétition pour le retrait de ce projet de loi, et ce en seulement quelques jours, sont significatives. Mais l'expression de la colère ne doit pas se limiter à cette pétition. Elle doit se matérialiser dans la rue. C'est en se mobilisant, en manifestant tous ensemble, en construisant un rapport de force à la hauteur des attaques qui se profilent que nous serons aujourd'hui en mesure de faire reculer le gouvernement.

Unir nos colères pour gagner sur nos revendications :

Pour l'instant, même si les

directions syndicales sont restées timorées en ne posant aucune date de manifestation avant le 31 mars, la colère doit néanmoins s'exprimer... Et cette colère existe dans l'ensemble des secteurs. Partout, nous subissons une dégradation de nos conditions de vie, de travail, d'études... Hier, les agriculteurs se mobilisaient, s'en prenant vivement à Hollande, demain se seront les cheminots à la SNCF et à la RATP contre le démantèlement de leur statut, la remise en cause des 35 heures et les suppressions de postes. Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de voir que chaque secteur a sa date de mobilisation. Car, si des journées de grèves et des manifestations sont prévues dans tous les secteurs durant le mois de mars (grève des cheminots, manifestations des lycéens et étudiants le 9 mars, dans la fonction publique le 22 ou encore à La Poste le 23 mars...), il s'agit dès à présent de chercher à nous mobiliser tous ensemble pour nos droits et pour imposer nos revendications, face à ce gouvernement au service du patronat qui démantèle tout

bonnement l'ensemble de nos acquis.

Partout, sur nos lieux d'études et de travail, nous devons chercher à nous regrouper en assemblées générales à organiser la mobilisation et à préparer la grève pour construire le mouvement le plus large possible, unifiant les colères qui s'expriment dans l'ensemble de la société. Ce n'est que par une mobilisation d'ampleur des jeunes et des salariés, par la grève, que nous serons en mesure de faire reculer le gouvernement, de l'obliger à retirer le projet de loi « travail » et de lui imposer nos revendications. Car, face au chômage, la seule réponse envisageable est d'imposer le partage du temps de travail entre toutes et tous ; Et parce que face à la précarité nous devons porter la nécessité d'un CDI pour toutes et tous. Les acquis ne s'obtiennent que par la lutte.

Guizmo (Nanterre)



IL Y A DIX ANS, LE MOUVEMENT CONTRE LE CPE FAISAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Les mouvements de la jeunesse grecque des années passées, la révolte des jeunes des banlieues en 2005 en France ou encore la mobilisation contre le Contrat Première embauche (CPE) rendent incontestable que la jeunesse joue un rôle particulier dans la lutte des classes à l'échelle internationale. Alors même qu'elle ne possède pas vraiment les moyens de bloquer toute la machine économique, la jeunesse inquiète les classes dominantes. C'est que celles-ci ont bien compris le rôle que peut jouer la jeunesse dans les mobilisations de masses, lorsque celle-ci se met à l'avant-garde de la contestation sociale et qu'elle parvient à nouer des liens stratégiques avec des secteurs du mouvement ouvrier. Il y a dix ans le gouvernement devait reculer sur le CPE devant l'ampleur de la mobilisation. Aujourd'hui, et alors que le gouvernement voudrait nous faire passer la pilule de son ultime attaque contre nos conditions de travail avec son projet de loi sur le Travail, la jeunesse peut jouer ce même rôle dans la mobilisation qui se profile, et dont on a tout intérêt à sortir victorieux.

Les débuts

Le 16 janvier 2006, sous couvert de lutte contre le chômage chez les jeunes, Dominique de Villepin annonce la création du contrat première embauche (CPE) dans le cadre du projet de loi sur l'Égalité des chances. Destiné aux salariés de moins de 26 ans, le CPE est assorti d'une « période de consolidation » de deux années au cours de laquelle l'employeur peut licencier son employé sans justification. De quoi faire danser de joie les patrons ! Mais le CPE suscite rapidement l'opposition croissante des étudiants et des lycéens ainsi que des syndicats de salariés et des partis politiques de gauche, qui voient clair sur la nature de cette attaque dont le précédent était le CIP de Balladur en 94, qui avait déjà été l'occasion pour les jeunes de nouer des liens avec les travailleurs dans la lutte.

Le mouvement s'organise

Très vite, des Assemblées Générales sont organisées dans toutes les Universités de France, où jusqu'à parfois plusieurs milliers d'étudiants sont réunis pour discuter « des perspectives de mobilisation ». Les premières

manifestations rassemblement déjà plusieurs centaines de milliers de personnes. Pour accélérer sa mise en place et pensant couper l'herbe sous le pied à toute contestation, le gouvernement fait le choix autoritaire du 49.3 pour faire passer le CPE, montrant ainsi sa détermination. Le 1er mars, une vingtaine d'universités sont en grève. « Blocages filtrants » ou fermeture totale des universités sont votés par les Assemblées Générales des étudiants en grève. L'AG est souveraine, c'est là que les décisions se prennent et où les discussions ont lieu, chacun pouvant y prendre la parole pour donner son avis. Ces cadres d'auto organisation pour discuter des suites du mouvement sont l'occasion pour beaucoup d'étudiants de prendre part activement à la lutte, en participant aux discussions et aux votes sur les modalités d'actions, et favorisent la massification du mouvement. Chaque Assemblée Générale élit ensuite des délégués, sur la base d'un mandat, qui se retrouvent en coordination étudiante nationale. Cet organe permet de se coordonner sur les différents facs à l'échelle nationale pour penser un rythme commun.

Les travailleurs rejoignent le mouvement !

Ces coordinations étudiantes, auxquelles participaient des organisations syndicales étudiantes comme l'UNEF, mais aussi Sud étudiant, ou la FSE, ont réussi à mobiliser largement la jeunesse. Leur détermination à rythmer la mobilisation naissante par un agenda de manifestations de rue soutenu et des appels à la grève a joué un rôle moteur pour mettre une pression aux directions syndicales qui ont été contraintes de rejoindre progressivement le mouvement. L'évacuation violente de la Sorbonne occupée par des étudiants mobilisés le 10 mars par les forces de police a fini de contraindre les syndicats de travailleurs à entrer dans la mobilisation. Ce pont jeté entre la jeunesse et le monde du travail a permis de massifier le mouvement, avec des manifestations où se croisent jusqu'à 2 millions de personnes. Mais surtout, la mobilisation prend un tournant différent pour les classes dominantes à partir du moment où la jeunesse a entraîné des secteurs entiers de travailleurs dans la lutte. Des préavis de grève sont déposés par les syndicats pour la journée du

4 avril appelant à des manifestations interprofessionnelles. Trente-deux villes de France connaissent des débrayages dans les transports publics, 40 % des écoles du primaire et 25 % du secondaire sont perturbées. Durant cette journée, les manifestations rassemblent entre 1 et 3 millions de personnes. C'est bien l'alliance des étudiants et des travailleurs qui a conduit, le 10 avril, Dominique de Villepin à reculer. Celui-ci annonce que « les conditions ne sont pas réunies » pour que le CPE s'applique, le mouvement est victorieux. L'ensemble de la loi pour l'égalité des chances n'était pas abolie, mais il s'agissait déjà d'une première victoire, et qui témoigne du fait que pour gagner, il faut tous frapper ensemble sur le même clou, étudiants, lycéens, travailleurs.

Si aujourd'hui le projet de loi sur le Travail n'a rien à envier au CPE en termes de casse de nos conditions de travail et de répercussions pour notre camp, nous avons tout à gagner à nous inspirer du mouvement anti-CPE en ce qui concerne sa détermination et sa combativité. Celles et ceux qui se sentent concernés par la lutte qui commence ont donc désormais la tâche de donner corps à ce premier plan de bataille.

UN SPÉCTRE HANTE LE GOUVERNEMENT : LES MOBILISATIONS DE JEUNES

Partout, les médias, les politiques, les analystes... Nous expliquent que le gouvernement craint plus que tout la jeunesse. Au delà des exemples historiques de mobilisation de jeunes en mai 68 ou contre le CPE, qui se sont fait en jonction avec les salariés, pourquoi faisons nous si peur aux puissants de ce monde ?

On n'a rien à perdre et on a du temps devant nous !

Quand on est jeune, on n'a peu de chose à perdre: pas propriétaire, pas d'enfant, pas d'attache importante à ce système... Quand on est scolarisé, on ne perd pas de salaire quand on se met en grève sur son lieu d'études.

C'est une force réelle, quand la jeunesse se mobilise nous pouvons le faire tous les jours avec des conséquences assez limité pour notre vie. Ainsi les possibilités d'actions, manifestations, blocages, visite dans des lieux de travail... sont presque infini.

Cette situation fait que nous pouvons installer une ambiance d'affrontement général dans le

pays.

De plus, nous pouvons aller plus loin que se poser la question de s'opposer à telle ou telle réforme mais aussi réfléchir au monde qui nous entoure. Souvent, dans les mobilisations de jeunes les discussions remettent rapidement en cause la société dans laquelle nous vivons et surtout celle qu'on nous promet.

Nous ne voulons pas nous voir imposer une société dans laquelle nous n'avons aucune attache et qui nous promet de n'y avoir aucun avenir.

Cette force de mobilisation quotidienne et cette radicalité font notre force dans les mobilisations.

En mobilisation, c'est l'auto-organisation

Les jeunes ont la spécificité d'être peu organisés et que les organisations syndicales sont plus faible que dans le monde du travail, moins capable de contrôler ce qu'il se passe. Avec notre capacité à nous mobiliser plus souvent. Nous devons nous doter de nos propres mode d'organisations représentant

la mobilisation: Assemblée Générale souveraine, comité de mobilisation, coordination régionale ou nationale. C'est ces cadres qui décident des rythmes, de nos revendications et de nos modes de mobilisation. Quand c'est cadre sont massifs et capable d'être la direction de la mobilisation, il est plus dur pour les gouvernements de nous imposer ses rythmes ou tout simplement l'arrêt du mouvement à la moindre avancée.

Pendant le CPE cela avait été la force du mouvement, des coordinations nationales étudiantes capables d'imposer des dates de mobilisations aux syndicats de salariés comme la CGT.

Cela permet aussi de laisser un espace de discussion et d'action pour tous ceux qui veulent se mobiliser: chacun peut prendre la parole et appliquer les décisions des ces cadres dont se dotent le mouvement.

Se doter donc de ces cadres d'auto-organisation est une arme en plus pour la jeunesse afin de faire reculer le gouvernement et d'obtenir le retrait de la réforme

El-Khomri.

La jeunesse donne confiance au reste de la société !

Quand nous nous mobilisons, nous pouvons être très nombreux dans la rue et faire des actions tous les jours. L'ambiance que cela crée permet de toucher les salariés qui hésitent de se lancer dans la bataille, de montrer qu'il est possible de se mobiliser et qu'ensemble nous pouvons faire reculer le gouvernement.

De plus, notre place spécifique, le fait d'être jeune, d'être représentatif d'une génération qui ne veut pas se laisser faire touche largement. Une frange importante des salariés peut être soit nos parents, soit reconnaître dans le mouvement l'aspiration qu'ils souhaitent pour leurs enfants. Ainsi nous pouvons nous faire le porte voie d'une société qui ne tourne pas rond et qui ne promet rien d'autre que la précarité, la misère et l'exploitation.

Notre force c'est aussi notre faiblesse qui peut être comblé par les salariés.

Le fait de pouvoir se mobiliser tous les jours est permis car pour la jeunesse scolarisée nous ne sommes pas salariés ou intégrer dans l'appareil de production de manière définitive. Ce qui fait que quand on est en grève, on ne touche pas au coeur de ce système : le profit des capitalistes. C'est uniquement quand nous faisons la jonction avec les salariés, que cela se produit.

Une mobilisation des jeunes peut entraîner la confiance pour permettre une mobilisation du monde du travail et c'est cette situation précisément qui fait peur au gouvernement. Avoir des dizaines de milliers de jeunes dans la rue qui déclenchent une mobilisation général du monde du travail.

Nous devons donc comprendre cela pour imposer le retrait de la réforme EL-Khomri et peut être même aller plus loin. La nécessité de nous mobiliser, d'avoir nos propres rythmes et mode d'organisations mais de chercher consciemment la jonctions avec les salariés.

Krebbs (Nanterre)



NI REPORT, NI NÉGOCIATION,

LES BISBILLES INSTITUTIONNELLES OU UNE MOBILISATION DE MASSE ?

Si Myriam El Khomri peut compter sur le soutiens des ténors de droite pour voter le projet de loi du travail à la seule condition qu'il ne soit pas modifié, la gauche se déchire sur le sujet. Une partie du PS – ou encore d'EELV - soutiennent encore les réformes voulues par le gouvernement Hollande. La réaction des principales centrales syndicales, proposant de simplement demander des amendements aux textes et ouvrant les vannes des négociations, n'est évidemment pas une réponse à la hauteur de la vague d'indignation qui a déferlé sur les réseaux sociaux, jusqu'à appeler à la mobilisation générale le 9 mars. Une réaction si insuffisante que des branches syndicales et de certaines unions départementales plus combattives n'ont pas hésité à fustiger la feuille de route proposée et appelant à rejoindre le mouvement du 9 mars. Face au risque d'un nouveau CPE dans la jeunesse, et à la gronde qui s'amplifie dans de nombreux secteurs, le gouvernement a annoncé le report de l'examen de

la loi au conseil des ministres ... et les positions sont en train de bouger à gauche.

La «résistance de gauche» institutionnelle, cherche un visage

Pour la presse et les analystes politiques, le «combat des chefs» à gauche opposera Martine Aubry à Manuel Valls. Il faut dire que la maire de Lille, à l'origine de la loi sur les 35 heures mise en place par le gouvernement Jospin, a su saisir l'occasion lorsqu'il est apparu que la loi El Khomri entendait revenir en grande partie sur cette réforme. Aubry n'a pas hésité à se s'engouffrer dans la brèche, critiquant ouvertement le gouvernement, pour se projeter comme «opposante légitime» au projet gouvernemental. Dans les faits, il s'agit d'une occasion inespérée pour l'ex-ministre d'ouvrir le débat autour des primaires de gauches.

Les ardents défenseurs d'une primaire, justement, se retrouve aujourd'hui dans une position délicate. La situation est

aujourd'hui extrêmement ouverte ce qui plonge les composantes du Front de Gauche (hors PG) dans une profonde inertie. Les directions de parti comme le PCF risquent aujourd'hui d'être en complet décalage avec leurs bases militantes qui commencent à fatiguer des alliances avec le PS et sa politique austéritaire. C'est notamment ces velléités qui ont poussées la CGT à finalement appeler à la journée du 9.

Cette inertie, Jean-Luc Mélenchon a su l'éviter. En partant en cavalier seul dans sa quête de représenter «la France insoumise» en 2017, le leader du Parti de Gauche ne se retrouve pas paralysé par la situation objective de la gauche institutionnelle et peut librement s'opposer aux gouvernements. Cherchera-t-il à s'imposer pour contester à Martine Aubry le rôle de «figure de proue» de la «résistance de gauche» ?

Cependant les positions à la gauche du gouvernement reste pour l'instant «à minima», même

pour les positions les plus «radicales». De la modification de certains articles jusqu'à la demande du retrait de la loi El Khomri, la gauche institutionnelle et réformiste, adepte des négociations en coulisses, ne sera clairement pas en mesure d'apporter une réponse politique autre que partielle à la gronde qui s'est exprimé notamment sur les réseaux sociaux car elle devra s'incarner largement dans la rue, les grèves et des revendications permettant de répondre aux aspirations des jeunes et des salariés !

Loin de leurs projets pour 2017, notre réponse politique sera collective, la jeunesse dessine la résistance immédiate !

Version Aubry ou version Valls, une chose est sûre : ce n'est pas en se cachant derrière de grandes envolées lyriques ou de petites manœuvres politiciennes qu'ils réussiront à faire taire le grondement qu'à fait naître le projet de loi El Khomri. Celle-ci a en effet révélé toutes les

souffrances et toutes les colères contre l'exploitation capitaliste et la souffrance au travail. Ainsi, le mouvement pourrait être un moment de coagulation de toutes ces colères, pour faire s'élever la vague que les différentes version de «la gauche» vont chercher à calmer.

Dans ce contexte, la jeunesse scolarisée ou non, pourrait être un des secteurs fer de lance de la contestation contre la loi El Khomri, comme en atteste les appels à AG, blocages de lycées ou d'université. Travailler à la convergence des différents secteurs, et œuvrer à ce que les revendications étudiantes se joignent à celles des travailleurs se relèverai d'une importance capitale si c'était le cas, pour que l'ensemble du mouvement étudiant - et plus largement l'ensemble de la jeunesse - rallie les travailleurs dans la rue en vue de la création d'un rapport de force capable non seulement de faire reculer le gouvernement, mais aussi de lancer la contre offensive.

AUX ORIGINES DU 8 MARS : une journée de lutte aux couleurs de la révolution

Chaque année, le 8 mars est l'occasion pour une bonne partie de la presse nationale et internationale de commémorer « la journée de la femme ». Pour nous, cette journée n'a pourtant rien à voir avec le contenu qu'ils lui donnent : cette journée, ce n'est pas celle des fleurs et de la galanterie, mais celle de la lutte pour nos droits ! Pour l'égalité des salaires, pour le droit à la contraception et l'IVG, contre les violences faites aux femmes, nous n'avons rien à célébrer, mais de nombreux droits à gagner ! A l'heure où le gouvernement vient de mettre en place un Ministère « des droits des femmes, de l'Enfance et de la Famille », et où il s'appête à faire passer une loi sur le Travail qui va encore accentuer la précarité des femmes, il nous faut revenir aux origines de cette journée. Une origine de lutte, d'auto-organisation, et d'internationalisme.

Aux origines

En 1910, Clara Zetkin proposa, lors du Congrès International des Femmes Socialistes qui a réuni plus de 100 déléguées de 17 pays, l'instauration de la journée des femmes, ayant pour principale revendication la lutte pour le droit de vote. Le congrès de 1910 s'inscrit ainsi dans la volonté d'initier, à travers cette journée, une tradition de lutte. En 1911, cette journée sera célébrée pour la première fois le 19 mars, date choisie en référence à la révolution allemande de 1848 et à la Commune de Paris. Cette journée sera d'ailleurs un énorme succès, réussissant à déclencher plus de 45 meetings simultanés à Berlin et des manifestations de près d'un million de personnes dans toute l'Europe.

Le contenu de cette journée sera précisé au fil du temps et notamment depuis la Russie. Les femmes socialistes célèbrent ainsi en 1913 et 1914, « la journée internationale des ouvrières » au début du mois de mars. Le contexte de guerre est indispensable pour comprendre le processus de conscientisation et d'organisation des femmes en Russie. Pour les ouvrières russes, cette guerre a représenté une charge en plus dans une situation déjà délicate et marquée par la pauvreté. Pendant que près de 10 millions d'hommes, des paysans dans leur majorité, étaient mobilisés, ces femmes sont devenues des ouvrières agricoles, jusqu'à représenter 72% des travailleurs ruraux.

De même, alors qu'en 1914 elles représentaient 33% de la force de travail, en 1917 elles ont atteint 50%.

Le contexte de guerre crée effectivement un changement de configuration pour les femmes. Et c'est dans ce contexte-là que le 8 mars 1917 (23 février dans le calendrier grégorien), les femmes ouvrières et ménagères se sont emparé des rues de Petrograd pour réclamer du pain et le retour de leurs maris du front. Cette manifestation, à l'initiative des ouvrières du textile, s'est vite étendue à l'ensemble du prolétariat de Petrograd. Aux cris « de pain et de paix » se sont ajoutées des revendications contre le tsar et pour la fin du régime. Cette grève de masse, qui ne tarde pas à se transformer en insurrection, marque ainsi le début de la révolution en Russie, dont Trotsky parlera dans Histoire de la Révolution Russe : « sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tissages se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution ».

Dès lors, le 8 mars est associé à la commémoration du premier jour de la révolution et surtout au rôle que les femmes ont joué et continueront à jouer dans celle-ci. Ce qu'on peut voir à travers les origines de cette journée c'est que les revendications des femmes pour leurs droits s'inscrivent pleinement dans l'histoire de la lutte des classes. Cette prise de conscience de l'exploitation est allée de paire avec la prise de conscience de l'oppression, et la nécessité de lutter. Le projet de changement de société envisagé lors de la révolution d'octobre ne pouvait ainsi être véritablement atteint sans la participation des femmes, et vice-versa. Ces luttes menées de façon simultanée et imbriquée se sont traduites en matière de droits. Les femmes soviétiques ont pu obtenir les droits les plus avancés de l'époque sur tout le continent : le droit à l'avortement, au divorce et l'égalité entre le mariage légal



et le concubinage. Depuis 1921, le 8 mars devient une journée officielle en Union soviétique à la mémoire des ouvrières qui sont descendues dans les rues de Petrograd. Cette date sera ainsi reprise par l'ensemble des pays de l'Est à partir de 1946, et tardera encore trente ans à être rendue officielle par les Nations Unies. Féministes... tant qu'il le faudra !

L'histoire du 8 mars nous permet ainsi non seulement de révéler le contenu volontairement caché des discours actuels, mais surtout de partir des faits pour replacer une perspective marxiste dans les luttes féministes actuelles. Ainsi, dans une époque où on ne cesse de nous dire que les classes n'existent plus, que la fin de l'Histoire est arrivée, voir, comme l'a dit Sarkozy en 2011, que la journée du 8 mars est « sympathique », mais pas « essentielle », il est indispensable de mettre en avant le contenu de lutte de cette journée. Contenu capable de démasquer à la fois la fausseté des discours institutionnels ainsi que les liens se tissant entre exploitation et oppression dans le cadre de ce système.

Actualité du combat féministe !

Qui pourra en effet nous faire croire que c'est en ayant des femmes dans les Ministères que la situation des femmes, qui subissent de plein fouet la casse des services publics et la précarité imposées par la politique du gouvernement, que nous allons en finir avec les inégalités de genre ?

Notre perspective du féminisme n'a donc rien à voir avec ce que propose le féminisme institutionnel, qui croit à la possibilité de l'obtention des droits et à l'émancipation des femmes dans le cadre du système actuel. Nous ne croyons pas non plus dans les stratégies qui cherchent à lutter contre le patriarcat par la voie strictement individuelle ou en séparant entièrement le patriarcat du système capitaliste. C'est par nos luttes que nous pourrions changer les choses, comme l'ont fait avant nous les suffragettes du début du siècle, les ouvrières de Petrograd en Russie et le mouvement féministe en France dans les années 70 qui a gagné le droit à la contraception et à

l'avortement.

Les luttes féministes dans l'actualité restent de couleurs très variées, mais surtout, ont en grande mesure perdu, après l'effervescence des années 70, la perspective d'un changement radical et collectif de la société, au détriment de stratégies plutôt réformistes, voire individualistes. Dans un contexte de crise qui montre les limites et contradictions en matière de droits des femmes, il nous semble impossible de nous contenter de réduire les luttes des femmes à des luttes individuelles ou de les séparer des luttes contre l'ensemble du système, de même que de nous contenter de quelques conquêtes partielles dans le cadre d'un système qui contribue lui-même à renforcer les inégalités. C'est la raison pour laquelle, nous, les femmes, les plus atteintes par le chômage, les plus précaires, les moins payées, les moins reconnues, soutenons que nous avons un rôle extrêmement important à jouer dans le changement de cette société, pour nous et pour l'ensemble de notre classe.



Notre Dame des Landes: face à la poudre aux yeux du gouvernement, la mobilisation explose!

L'aéroport de Notre Dame des Landes a été au centre des négociations du dernier remaniement ministériel. Celui-ci a vu le retour d'Ayrault au gouvernement, personnalité politique phare du projet inutile et la présence d'Emmanuelle Cosse qui a obtenu un référendum en contre partie de servir la soupe au MEDEF. Selon Manuel Valls ce référendum permettrait de légitimer le projet pour commencer les travaux en Octobre. Pour entamer la campagne du « oui », l'exécutif n'hésite pas à mentir. Alors que le premier ministre affirme que l'actuel aéroport de Nantes est nuisible à la biodiversité car il empiéterait sur les réserves naturelles d'oiseaux environnant, justifiant ainsi le nouvel aéroport, le Canard enchaîné révèle les propos de la Direction régionale de l'environnement des Pays de la Loire qui assurait que l'actuel aéroport n'avait aucun impact sur les réserves naturelles.

Le gouvernement a donc tout fait pour que la mobilisation se dégonfle, que cesse l'auto-organisation de milliers d'opposants organisés dans des centaines de collectifs sur toute la France... Echec ! C'est bien 40 000 personnes qui ont convergé vers la quatre voix Nantes-Vannes, premier objet d'aménagements engendrés par les travaux. Des manifestant-e-s sont arrivé-e-s de toutes parts, puisque pas moins de 62 cars ont convergé vers les environs de la ZAD. Le succès de la mobilisation est inédit et traduit une première convergence des colères contre la politique du gouvernement qui réprime les activistes écologistes au nom de l'Etat d'urgence et mène ses

actions en direction des profits du patronat. C'est évidemment le cas de l'aéroport dont les principaux bénéficiaires seront les actionnaires du groupe Vinci et non la population locale qui verra ses emplois liés à l'exploitation agricole disparaître.

Face à un projet inutile, polluant, et destructeur d'emplois, les manifestant ont compris que l'aéroport Notre Dame des Landes est le fruit d'un système celui du capitalisme et de son Etat répressif. C'est bien parce que les intérêts d'un groupe important du système capitaliste français sont menacés que le gouvernement tente des mesures à tout va comme le référendum. Celui-ci au-delà des problèmes constitutionnels qu'il représente, est une poudre aux yeux pour tenter de légitimer un projet des plus inutiles.

C. Poupin, porte parole du NPA, déclarait que cette manifestation « s'oppose à l'aéroport, aux expulsions et au monde qui l'entoure », ce monde balisé par l'Etat d'urgence et la casse du droit du travail. Ces propos traduisent la colère qui a explosé lors de cette manifestation à l'égard des puissants et de son gouvernement. Il n'y aura pas de demie mesure face aux gouvernements mais des occupations, des manifestations et des grèves pour imposer la socialisation des secteurs de l'énergie, la fin de la concurrence aérienne à l'échelle européenne, l'arrêt des vols à moins de 500 km, mais aussi le partage du temps travail et une démocratie réelle trop grande pour se contenir à leurs urnes.

Université Lyon 2 : bataille pour l'inscription des 13 camarades sans papiers !



Dans le cadre du Collectif des étudiantEs étrangerEs sans papiers et solidaires, nous menons la bataille pour l'inscription de 13 personnes sans papiers. Le Collectif est né en juin 2015. À partir de septembre, le collectif comptait environ 40 personnes. Aujourd'hui, nous sommes plus d'une centaine : moitié de personnes concernées - sans papiers ou demandeur-ses d'asile - et moitié de personnes solidaires. Nous nous battons pour une université ouverte, gratuite, sans sélection en fonction du profil ou de la « dangerosité du pays d'origine ».

Au comité jeunes NPA de Lyon, nous sommes quelques-unEs à intervenir dans le Collectif de façon concrète pour mettre en pratique la solidarité internationaliste

que nous défendons : aide à la constitution des dossiers, hébergement d'urgence, aide matérielle, organisation de soirées de soutien...

Face à la pression grandissante, l'administration réprime

Appel par deux fois à la police qui entre dans l'université, convocation d'un camarade au commissariat, serrure d'un local syndical changée, porte d'un autre local syndical condamnée, appel à une clerc de justice pour nous mettre la pression, communiqués de presse calomnieux... La Présidence de Lyon 2 se montre très imaginative en terme de répression !

L'administration n'aura pas raison de notre détermination

Depuis le début de l'année, nous avons déjà réussi à inscrire de nombreuses personnes, avec ou sans papiers, qui

avaient été découragées de s'inscrire par l'administration. La Préfecture n'apprécie guère que nous puissions organiser la solidarité, ce qui ne lui permet pas d'expulser aussi facilement qu'elle le souhaiterait son quota annuel de personnes sans papiers. Nous constatons jour après jour les liens directs qu'elle entretient avec la Présidence de la fac. D'autant plus que la solidarité dépasse les seuls cercles étudiants de Lyon 2. Des débrayages d'amphi ont eu lieu à Lyon 2 et Sciences Po, des étudiantEs solidaires de l'ENS, Lyon 1 et Lyon 3 se joignent au Collectif, des professeurEs lancent une pétition de soutien...

SolenE (Lyon)

ECHOS DES COMITÉS



Toulouse en lutte contre l'état d'urgence et la loi «travail»

Le Collectif Fac Stop État d'urgence de la fac du Mirail avait prévu le 11 mars un meeting de convergence contre l'état d'urgence. Après l'annonce du projet de loi par le gouvernement, le collectif — composé d'individus et d'organisations comme le NPA, Solidaires étudiant-e-s, l'UET, l'UNEF, SudÉduc, ... — a pris l'initiative de réorienter la journée à la fac pour la mettre au service de la lutte en préparation.

Celle-ci commencera, l'après-midi, par des ateliers et des projections-débats sur la répression et la mobilisation contre le CPE par exemple, pour se clôturer, en fin de journée, sur un grand meeting de convergence avec Gérard Filoche et des syndicalistes combattifs.

Nanterre pas ta colère contre la casse de notre avenir !

Face à la politique antisociale du gouvernement qui trouve son aboutissement dans la loi El Khomri, une assemblée générale est prévue à la fac de Nanterre le 9 mars à 12h30. Elle doit être un point d'impulsion pour tous aller à la manifestation de 14h à République. La perspective est de construire le rapport de force pour le retrait du projet de loi «travail», en donnant la parole à l'ensemble des étudiants afin de décider des suites à donner. Le meeting, prévu le 10, va dans le même sens: faire converger les colères des jeunes et des travailleurs face aux attaques du gouvernement. Des syndicalistes combattifs de goodyear et de La Poste, un prof de droit du travail de la fac et un député opposé à l'état d'urgence y interviendront.

Elodie- Nanterre

Lille en jonction des luttes !

À l'université de Lille 3 se tient, le jeudi 3 mars, un meeting en soutien aux Goodyear et contre la loi El Khomri. Ce sera, pour les étudiants lillois, un premier tour de chauffe en préparation de la journée de grève du 9 mars. Mickael Wamen, l'un des syndicalistes de Goodyear condamnés à de la prison ferme, viendra raconter la lutte qu'il a menée avec ses camarades. Les étudiants pourront se rendre compte que le sort qui a été réservé aux 1200 ouvriers de l'usine Goodyear, licenciés alors même que le groupe fait des milliards d'euros de bénéfices, sera généralisable à tous les salariés si la loi El Khomri est votée.



MERCI PATRON!

En 2007, l'usine textile ECCE de Poix-du-Nord met la clef sous la porte. Le groupe LVMH, leader mondial de l'industrie du luxe dont elle est sous-traitante, délocalise la production de ses costumes Kenzo en Bulgarie puis en Grèce, où la main d'œuvre est moins chère. Les 243 emplois de l'usine sont supprimés.

de leur logement. Mais François Ruffin se met en tête de les réconcilier avec Bernard Arnault, patron du groupe LVMH et multimilliardaire.

Ce documentaire tout en second degré raconte le chantage mis au point par ces trois là pour obtenir réparation du groupe et garder leur maison. D'actionnaires zélés en élus socialistes intéressés, François Ruffin et ses acolytes surmontent les obstacles sous le regard complice (et stupéfait) des spectateurs.

Au delà de l'anecdote et de l'histoire touchante de ce couple, c'est tout un système que le réalisateur nous donne à voir. Celui où se font face et s'affrontent deux classes. À travers Serge et Jocelyne Klur, celle des travailleurs et de ceux qui n'ont rien que leur force de travail. Derrière le groupe LVMH, ceux qui possèdent tout et nous

exploitent ou nous licencient pour leur profit. L'histoire des Klur est tristement banale. Une dizaine d'années avant la fermeture d'ECCE, LVMH avait déjà entrepris des plans sociaux, dans ses sociétés de champagne cette fois et plusieurs centaines de salariés avaient été licenciés. Pourtant, le groupe n'a cessé d'augmenter ses profits et les actionnaires leurs dividendes. Rien qu'au cours de l'année 2015, la fortune de son PDG, Bernard Arnault, a augmenté de 10 000 toutes les heures !

À l'heure où le gouvernement prépare une loi qui va renforcer le pouvoir des patrons, faciliter les licenciements et notre exploitation, ce film donne envie de se bagarrer. Alors sortons au cinéma... et dans la rue !

Emma (Paris 1)



www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org



Qui sommes nous ?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous faisons le constat que la société capitaliste est à bout de souffle, une minorité soumet l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes peu importe les conséquences pour l'immense majorité de la population.

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent des attaques contre les jeunes et les salariés contre nos acquis sociaux et démocratiques. Nos conditions de vies se dégradent, nous promettant d'être la génération qui vivra moins bien que ses parents. Face à cette situation, les organisations traditionnelles ne résistent pas et capitulent sans cesse face à la violence des gouvernements et du patronat.

Nous avons donc besoin d'un outil de combat contre le système capitaliste. Un parti qui est aussi fidèle aux jeunes et aux travailleurs que le MEDEF l'est au patronat, pour lutter contre le gouvernement Hollande et toutes ses attaques. Un outil qui défend une stratégie pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de ceux qui nous exploitent, nous précarisent, nous oppriment et détruisent l'environnement. Pour dessiner une autre voie, celle du renversement du capitalisme, un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homophobie...

Une société communiste, autogérée, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme, où la majorité de la population décidera et appliquera ses décisions

Cette rupture naît des luttes de tous les exploités et tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes... En bref, celles et ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter et s'organiser car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

Les capitalistes ferment les frontières

OUVRONS LES POUR RENVERSER LE CAPITALISME

Les politiques racistes à l'échelle internationale, et surtout européenne, s'intensifient de jours en jours : chasse aux réfugiés, répression, fermeture des frontières... Pour nous, il est plus que jamais nécessaire d'affirmer notre solidarité et de faire vivre un projet internationaliste contre le capitalisme et ses ravages !

Un camp de jeunes internationalistes...

Comme chaque année, les jeunes du NPA participent aux rencontres internationales de jeunes, un camp de jeunes militants anticapitalistes et révolutionnaires du monde entier. Il s'agit de regrouper celles et ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et ses maux : racisme, sexisme, homophobie, exploitation, guerre, et de discuter des expériences politiques de chacunEs. C'est aussi la possibilité de chercher à faire vivre dans la pratique l'internationalisme à travers des campagnes communes. Le camp, c'est aussi l'occasion de mettre en pratique notre projet de société, sans frontières.

Anticapitalistes et révolutionnaires!

Les expériences politiques s'accroissent avec la crise du capitalisme, l'incapacité du gouvernement Syriza à inverser la situation des jeunes et des salariés en Grèce, le phénomène PODEMOS,

... ouvrent des discussions à l'échelle internationale sur la manière dont nous pouvons renverser cette société. Les RIJ sont un moment d'échange et de formation pour définir une stratégie pour en finir avec le capitalisme. C'est le moment de construire un outil et des liens militants pour porter ce projet à l'échelle internationale. Le camp permet de se rendre compte de l'actualité de la révolution, par l'accélération de la lutte des classes à l'échelle internationale, la déstabilisation politique et économique du capitalisme et de voir comme la génération de révolutionnaires que nous sommes peut dessiner la voie de la révolution !

Basée sur notre projet de société !

Les RIJ fonctionnent sur notre modèle de société, c'est à dire que nous combattons consciemment tous les comportements sexistes, homophobes et racistes. Nous cherchons aussi à en faire un camp auto-organisé : les participants gèrent eux-mêmes les tâches du camp : le nettoyage, le bar ou la sécurité. C'est une expérience unique d'une semaine prouvant que les jeunes et les salariés peuvent décider et gérer eux même la société.

Cette année, le camp se déroule dans l'Etat Espagnol du 24 juillet au 30 juillet. Pour venir, il faut

s'inscrire en prenant contact avec les militants du NPA qui t'ont vendu ce journal ou par mail. Comme nous n'en avons pas encore fini avec le capitalisme, il est nécessaire d'auto financer le camp. La participation coûte aux alentours de 130 euros et il faut prévoir une tente, un duvet, de quoi faire du camping. Le camp est payant mais nous cherchons à pallier aux inégalités, nous organisons des transports collectifs pour s'y rendre et nous avons une monnaie interne du

camp dont le taux de change varie selon le pouvoir d'achat des différents pays !

Jeunes de tous les pays, toutes et tous aux RIJ !

Tu veux en finir avec le système capitaliste, tu es internationaliste et pour la solidarité entre les peuples, une seule chose à dire : Le camp de la Quatrième Internationale est fait pour toi ! Contacte nous !

Hermann (Nanterre)



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : bsj.npa@gmail.com
jeunes.npa2009.org // 01 48 70 42 30

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA